L'école Pratte, une expérience d'enseignement commercial pour les filles (1919-1940)

La formation des sténodactylographes

Shorthand's training. The école Pratte in Lille: an experience of commercial education for girls (1919-1940)

Die Stenotypistinnen-Ausbildung : Die Pratte-Schule in Lille, ein Experiment kaufmännischer Berufsausbildung für Mädchen (1919-1940)

Stéphane Lembré

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2594>

DOI : 10.4000/histoire-education.2594

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2012

Pagination : 141-165

ISBN : 978-2-84788-496-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Stéphane Lembré, « L'école Pratte, une expérience d'enseignement commercial pour les filles (1919-1940) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 136 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2594> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2594>

La formation des sténodactylographes

L'école Pratte, une expérience d'enseignement commercial pour les filles (1919-1940)

Stéphane LEMBRÉ

L'histoire de l'enseignement commercial en France est jusqu'à présent souvent restée dans l'ombre de l'enseignement technique industriel, dont des approches centrées sur l'éducation, les techniques ou l'économie ont contribué à préciser les principales caractéristiques aux XIX^e et XX^e siècles. Quand des travaux s'intéressent plus directement aux enseignements commerciaux, c'est d'abord pour retracer l'histoire de grands établissements¹ ou pour mieux connaître la formation des fils d'industriels appelés à reprendre l'entreprise familiale, et plus largement au service d'interrogations, au demeurant légitimes,

---

¹ Voir par exemple Philippe Maffre, *Les origines de l'enseignement commercial supérieur au XIX^e siècle, 1820-1914*, thèse de doctorat, université Paris 1, 1983 ; Robert R. Locke, *The End of the Practical Man. Entrepreneurship and Higher Education in Germany, France and Great-Britain, 1880-1940*, Londres/Greenwich, JAI Press, 1984 ; Marc Meuleau, *Les HEC et l'évolution du management en France (1881-années 1980)*, thèse de doctorat d'État, université Paris 10 Nanterre, 1992 ; André Grelon, « Écoles de commerce et formations d'ingénieurs jusqu'en 1914 », *Entreprises et histoire*, n° 14-15, 1997, p. 29-45 ; Patrick Fridenson, Lucie Paquy, « Du haut enseignement commercial à l'enseignement supérieur de gestion (XIX^e-XX^e siècles) », in Paul Lenormand (dir.), *La Chambre de commerce et d'industrie de Paris (1803-2003). T. II. Études thématiques*, Genève, Droz, p. 199-257 ; Marianne Blanchard, *Socio-histoire d'une entreprise éducative : le développement des Écoles supérieures de commerce en France (XIX^e siècle-2010)*, thèse de doctorat, EHESS, 2012.

sur les « élites » économiques et leur reproduction². En revanche, les enseignements commerciaux destinés à former des employés et des responsables de services ou de magasins exerçant des tâches non directement productives sont globalement peu étudiés pour eux-mêmes³. L'illusion a certainement prévalu que le sens du commerce était largement inné, ou à tout le moins étranger à la formation professionnelle, plus encore à la scolarisation de cette formation comme l'attestent, au seuil du XX^e siècle, les débats à ce sujet au sein des conseils généraux et des conseils municipaux ou les réticences des employeurs manifestées dans les délibérations de certaines chambres de commerce et de quelques syndicats patronaux. Tel est particulièrement le cas des formations commerciales féminines et, bien qu'elles soient anciennes et relativement nombreuses, leur légitimité s'est en outre fréquemment heurtée à des discours convenus d'assignation domestique. À ces stéréotypes de genre s'ajoutent de surcroît des spécificités : les études sur le développement des établissements scolaires pour les filles ont bien montré l'importance des initiatives privées, notamment pour l'enseignement secondaire et dans la sphère catholique⁴. On mesure alors mieux la difficulté, pour l'historien, à connaître cet enseignement commercial féminin caractérisé par la rareté des dispositifs pérennes et la difficulté d'accès à des sources souvent privées.

En effet, bien que l'enseignement commercial figure dans des établissements publics généralistes comme les écoles primaires supérieures (EPS) et dans les écoles pratiques de commerce et d'industrie (EPCI), cette place est cependant trompeuse quant aux rôles respectifs de l'État, des collectivités locales et des initiatives privées, individuelles ou collectives, dans le développement de ces formations. Ainsi, loin de constituer des exceptions, les initiatives privées et

2 Voir notamment Marie-Emmanuelle Chessel, Fabienne Pavis, *Le technocrate, le patron et le professeur. Une histoire de l'enseignement supérieur de gestion*, Paris, Belin, 2001 ; Hervé Joly (dir.), *Formation des élites en France et en Allemagne*, actes du colloque du CIERA des 6-7 décembre 2002, Paris-Cergy, CIRAC, 2005 ; id., *Diriger une grande entreprise au XX^e siècle : l'élite industrielle française*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2013.

3 Il existe bien sûr des exceptions, comme l'approche proposée par Jean-Pierre Nioche, « Enseigner les affaires par des "opérations de commerce simulées" », *Entreprises et histoire*, n° 14-15, 1997, p. 137-140, et les travaux menés sur l'enseignement commercial à Lyon : Jacqueline Claire, Sylvie Schweitzer, « Des formations initiales pour les métiers : l'enseignement féminin à Lyon, mi XIX^e-mi XX^e siècles », in Gérard Bodé, Philippe Marchand (dir.), *Formation professionnelle et apprentissage XVIII^e-XX^e siècles*, Villeneuve-d'Ascq, Revue du Nord, Paris, INRP, 2003, p. 175-192 ; Marianne Thivend (dir.), *Apprentissages et formations techniques et professionnelles de filles et de garçons, XIX^e-XX^e siècles*, Cahiers Pierre Léon d'histoire économique et sociale, n° 6, 2005.

4 Rebecca Rogers, « L'éducation des filles : un siècle et demi d'historiographie », *Histoire de l'éducation*, n° 115-116, 2007, p. 37-79.

spécialisées ont joué un rôle important dans leur prise en charge. Les écoles commerciales privées contribuent même de manière décisive à la définition institutionnelle et pédagogique de l'enseignement technique féminin : le fait est connu par exemple pour Lyon, où l'école commerciale de jeunes filles fondée en 1857 par Élise Luquin sous la forme d'un cours professionnel de comptabilité pratique et de tenue des livres pour les femmes, s'étoffe progressivement puis se recentre autour de la comptabilité pratique et de la correspondance commerciale à partir de 1898⁵.

L'école Pratte, établissement privé de formation des jeunes filles aux métiers du secrétariat ouvert à Lille en 1919, constitue une exception parmi ces nombreuses formations privées professionnalisantes généralement peu documentées. Le fonds conservé aux Archives départementales du Nord, riche de 41 dossiers qui couvrent aussi bien les inscriptions, les examens ou les diplômes que des documents de promotion ou des manuels de sténographie et de dactylographie, permet de suivre l'évolution de cet établissement depuis ses origines jusqu'au début des années 1990⁶. Il permet en particulier, en dépit notamment de la rareté des documents comptables ou des sources apportant un regard extérieur sur cette école, d'en comprendre l'origine dans le contexte de la « reconstitution » de Lille – terme employé au lendemain de la Première Guerre mondiale pour désigner la reconstruction de l'agglomération lilloise après quatre ans d'occupation par l'armée allemande –, et de mieux connaître l'organisation et le fonctionnement d'une école privée commerciale comme il en existe beaucoup en France à cette époque. Si quelques écoles supérieures de commerce (ESC) ont pu faire l'objet de telles études de cas⁷, la spécificité de l'école Pratte tient à son statut d'institution privée commerciale féminine de niveau moyen, malgré toute l'imprécision que recouvre ce dernier terme. Alors que sa création coïncide avec celle de l'EPCI de jeunes filles de Lille, école publique, et avec l'adoption de la loi Astier de 1919 dont les termes marquent le renforcement de l'engagement de l'État dans l'enseignement technique commercial et industriel, comment cette fondation s'inscrit-elle dans le marché local en répondant aux besoins de formation des filles ? Dans quelle mesure four-

5 Jacqueline Claire, « L'école de commerce de jeunes filles de Lyon (1857-1906) », *Bulletin du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale*, n° 3-4, 1997, p. 27-38.

6 Archives départementales du Nord (désormais AD Nord), 154 J 1 à 41 : fonds Pratte. Cette source s'avère moins précise et plus discontinuée à partir de 1940.

7 Par exemple Pierre-Alain Schieb, *L'École supérieure de commerce de Rouen, 1871-1991 : essai historique*, Mont-Saint-Aignan, Sup de Co Rouen, 1991.

nit-elle une offre alternative à celle des établissements publics, et avec quels moyens pédagogiques, matériels et humains? Répondre à ces questions suppose, dans un premier temps, de s'intéresser à l'offre locale de formation dans laquelle s'insère l'institution Pratte lors de sa création. On étudiera ensuite les intentions pédagogiques mises en œuvre par l'école dans l'entre-deux-guerres, et enfin la sociologie des élèves et les débouchés professionnels qui leur sont offerts au cours de la période.

I – L'institution Pratte et l'offre locale d'enseignement commercial

Au moment d'ouvrir ses portes aux 18 élèves qui s'inscrivent durant le seul mois de mars 1919, puis aux 45 autres élèves enregistrées jusqu'à la fin de cette première année, l'institution Pratte prend place dans un paysage lillois de l'enseignement technique déjà dense, pourvu d'écoles anciennes et réputées comme de dispositifs plus récents, mais nettement dominé par les formations industrielles masculines. En tant qu'école privée féminine dédiée exclusivement à la formation commerciale et centrée sur la sténodactylographie, cette institution offre un dispositif inédit, mais qui se situe cependant dans le prolongement des initiatives de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e.

1 – Une offre diversifiée et en croissance

Un ensemble diversifié d'établissements et de cours a été constitué à Lille au cours du XIX^e siècle, en particulier sur le versant masculin de l'enseignement technique⁸. En revanche, bien que la ville offre une gamme complète de formations techniques, l'enseignement commercial fait l'objet d'un intérêt plus réduit de la part des responsables économiques, éducatifs et politiques lillois avant 1914, et l'enseignement commercial pour les filles est également

---

8 André Grelon, « Les enseignements techniques à Lille et dans sa région », in André Grelon, Françoise Birk (dir.), *Des ingénieurs pour la Lorraine XIX^e-XX^e siècles*, Metz, Éditions Serpenoise, 1998, p. 331-352; André Grelon, « La naissance des instituts industriels catholiques : le rôle pionnier du Nord de la France (1885-1914) », in Marie-Emmanuelle Chessel, Bruno Dumons (dir.), *Catholicisme et modernisation de la société française (1890-1960)*, Cahiers du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale, n° 2, 2003, p. 87-114; Stéphane Lembré, *L'école des producteurs. Aux origines de l'enseignement technique (1800-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

moins développé que celui à destination des garçons. Les dispositifs existants sont modestes, rarement pérennes ; ils sont le plus souvent mal documentés⁹.

Après avoir été inclus de manière éphémère au sein de l'Institut industriel du Nord, l'enseignement commercial de garçons s'est plus spécifiquement développé avec l'ESC créée en 1892 sous la houlette de la chambre de commerce. Mais les promotions demeurent modestes, au point qu'une réforme de cette école est rapidement envisagée. Le renforcement de cet enseignement est débattu sur la place publique. Henri Langlais (1858-1938), rédacteur en chef de *La Dépêche* et fondateur de l'Association des journalistes de la région du Nord, souligne en 1898 l'avance d'autres villes françaises et étrangères grâce à l'École des hautes études commerciales de Paris, l'Institut supérieur de commerce d'Anvers ou l'Académie de commerce de Vienne. Il appelle de ses vœux une croissance plus rapide de l'ESC de Lille et de l'enseignement commercial local : si la première se heurte avant la guerre à la difficulté d'associer les chambres de commerce du département à son financement, le second connaît une progression nette¹⁰.

Dans les années suivantes, un ensemble de cours publics et privés se constitue en effet, qui transmet également des connaissances diverses afin de préparer aux métiers du commerce : les principaux enseignements sont la géographie commerciale, les langues étrangères, la sténographie et la dactylographie. Ces cours sont issus d'initiatives diverses. À Lyon, l'offre locale de formation commerciale pour les filles associe des promoteurs divers¹¹. À Lille, des enseignements commerciaux s'adressent d'abord aux garçons, à l'image de l'école de commerce des Frères des écoles chrétiennes dès 1900, puis de l'école des hautes études commerciales annexée à la faculté libre de droit (section de l'école des hautes études industrielles créée en 1906 et devenue auto-

9 Il n'existe malheureusement à notre connaissance aucune source qui permette de connaître le contenu ou la fréquentation des cours et écoles d'enseignement commercial à Lille avant 1914. Seuls les annuaires publiés par les éditions Ravet-Anceau à partir de 1853 et quelques mentions éparses signalent leur existence.

10 AD Nord, 170 J 248. Henri Langlais, « L'enseignement commercial », *La Dépêche*, 1^{er} octobre 1898. Henri Langlais s'engagera lui-même auprès de l'école de journalisme fondée sous l'égide des facultés catholiques de Lille à partir de 1924. Voir Jean-Paul Visse, *La presse du Nord et du Pas-de-Calais au temps de L'Écho du Nord, 1819-1944*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004, p. 156.

11 Jacqueline Claire, Sylvie Schweitzer, « Des formations initiales pour les métiers... », art. cit. ; Marianne Thivend (dir.), *Apprentissages et formations techniques et professionnelles de filles et de garçons*, op. cit.

nome en 1920¹²). Elles sont plus tard destinées aux filles, à l'image des cours commerciaux de l'Institution Sainte-Claire attestés en 1930. Les associations de sténographes se sont engagées plus précocement dans des actions d'enseignement, en s'inscrivant dans le mouvement de développement des œuvres post-scolaires : l'Association sténographique unitaire du Nord est établie à Lille en 1876, puis le Cercle sténographique du Nord est fondé en 1885. L'Union française de la jeunesse, installée à Lille depuis 1885, propose quant à elle un enseignement général et technique où figurent la sténographie et la dactylographie. Des cours et des écoles privés, non associatifs, sont également proposés dans les premières décennies du XX^e siècle : le fabricant américain de machines à écrire Remington, dont le premier modèle est introduit en France en 1883, possède un local à Lille où sont dispensés des cours de dactylographie. Lille accueille aussi une succursale de l'école Pigier (1913-1939), un cours devenu institut puis école Tellier-Broyant de sténographie (1913-1939), puis les cours de sténodactylographie Adriansen (1922-1939)¹³.

Il existe donc à Lille, au début du XX^e siècle, un enseignement commercial féminin et masculin varié. L'offre à destination des filles profite aussi, sous l'impulsion du recteur Georges Lyon, de l'intensification de l'enseignement secondaire féminin, jusqu'alors peu développé. Celui-ci est né à Lille sous la forme de cours payants créés par la ville en octobre 1877, transformés en Institut Fénélon puis en collège en 1882 et en lycée en 1905 : ces transformations donnent lieu à l'essor d'enseignements à orientation « pratique », dont profitent la sténographie et la dactylographie¹⁴. En 1905, le lycée de filles compte 651 élèves inscrites.

2 – Les besoins de formation et la création de l'école Pratte

Compte tenu de cette chronologie, le « tournant » des années 1910 repéré par Delphine Gardey, qui se concrétise par l'organisation de la transmission des savoirs de la sténodactylographie et sa professionnalisation, s'observe

12 Catherine Masson, *La Catho. Un siècle d'histoire de l'Université catholique de Lille 1877-1977*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2011, p. 172.

13 Annuaire Ravet-Anceau et dossiers conservés aux AD Nord, série M : on se permet de renvoyer, pour une présentation détaillée, à Stéphane Lembré, *L'école des producteurs...*, *op. cit.*, chapitre IV.

14 Philippe Marchand, « Le recteur Georges Lyon et l'enseignement secondaire féminin dans l'académie de Lille (1903-1924) », in Jean-François Condette (dir.), *Les Recteurs. Deux siècles d'engagements pour l'école, 1808-2008*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 101-116.

à Lille¹⁵. C'est toutefois, plus précisément, l'occupation allemande qui voit l'enseignement technique féminin lillois faire l'objet d'une attention accrue : d'une part, le manque de travail inquiète les autorités et les incite à éviter « l'oisiveté » des adolescents ; d'autre part, beaucoup des jeunes garçons ayant quitté Lille par crainte d'être enrôlés par l'occupant, la proportion de garçons et de filles sur le marché du travail est « inverse de celle qui existait en temps de paix »¹⁶. Les cours gratuits et publics de l'Union française de la jeunesse, rouverts en janvier 1916 sous la direction du chimiste René Paillot, proposent dans des conditions souvent précaires une grande variété de cours, « de coupe, d'anglais, de géographie commerciale, d'algèbre, de français et correspondance commerciale, de broderie et dentelles, de comptabilité, d'espéranto, d'allemand, de couture, de géométrie, de sténographie, de dessin industriel, de textile, de diction »¹⁷, que réunit une ambition pratique revendiquée. Au début de l'année 1918, s'y ajoutent des projets conçus par différents professeurs de disciplines techniques, sollicités par la municipalité dans la perspective de fonder une EPCI de jeunes filles¹⁸. Ce n'est cependant pas la municipalité qui concrétise la première son engagement en faveur de l'enseignement commercial, mais la chambre de commerce, grâce à une initiative intégrée à l'essor de ce type d'établissement en France : la fondation de l'ESC de jeunes filles en 1916, qui recrute des élèves ayant le brevet élémentaire ou des connaissances équivalentes, âgées d'au moins 15 ans¹⁹.

Les débuts de l'EPCI de jeunes filles de Lille sont marqués, en 1919 et 1920, par une vaste enquête menée auprès des autres EPCI de jeunes filles existant en France (alors au nombre de dix-sept en province, auxquelles s'ajoutent huit écoles professionnelles à Paris), et même par des comparaisons avec des écoles belges de Bruxelles et Liège²⁰. Pour les écoles publiques, la place de la sténographie et de la dactylographie dans les programmes scolaires a été précisée avant la Première Guerre mondiale. Dans les EPS de garçons, la spécialisation

15 Delphine Gardey, « La standardisation d'une pratique technique : la dactylographie (1883-1930) », *Réseaux*, 1998, vol. XVI, n° 87, p. 88.

16 René Paillot, *L'Union française de la Jeunesse de Lille pendant l'Occupation allemande 1914-1918*, Lille, Liégeois-Six, s.d.

17 Jean-Claude Allard, *L'Union française de la jeunesse, 1875-1975*, Lille, UFJ, 1975.

18 Archives municipales (désormais AM) de Lille, 4 H 238.

19 *Bulletin de Lille*, 26 décembre 1915 ; voir Marianne Thivend, « Les filles dans les écoles supérieures de commerce en France pendant l'entre-deux-guerres », *Travail, genre et sociétés*, n° 26, 2011, p. 129-146.

20 AM Lille, 1 R 4/13.

proposée à partir de la deuxième année dans la section commerciale inclut en 1909, outre les matières générales, des matières spéciales comme la géographie commerciale, les notions élémentaires d'instruction civique, de droit usuel et d'économie politique, la technologie, la comptabilité usuelle et la tenue des livres, le dessin géométrique, dessin d'art et modelage, la sténographie et la dactylographie, ainsi que des travaux d'ateliers. Sur les trente-deux heures hebdomadaires, trois heures sont dévolues à la sténographie et à la dactylographie en deuxième année, et deux heures en troisième année²¹. Dans les EPCI de jeunes filles, les programmes précisent que les élèves abordent seulement en deuxième et troisième années « des pièces comptables telles que mémoires, factures, bordereaux, etc. »²².

La création de l'école Pratte, en 1919, s'inscrit dans cette logique. De fait, le couple fondateur de cette institution incarne parfaitement cette histoire de l'enseignement commercial lillois dans lequel structures publiques et privées cohabitent. La directrice pédagogique de la nouvelle école, Marie-Louise Crespel, née en 1896, est l'une des premières diplômées de l'ESC de jeunes filles de Lille, tandis qu'André Pratte, né en 1899, bénéficie de quatre années d'expérience professionnelle en tant que secrétaire de l'inspecteur général de l'enseignement technique et grand organisateur du ravitaillement de Lille pendant la guerre, Edmond Labbé²³. Il hérite en outre d'une tradition familiale d'engagement dans les milieux associatifs de la sténodactylographie. Son père Jean Pratte, né en 1874 à Lille et directeur de l'agence Havas de cette même ville, s'est investi dans des cours de sténodactylographie au sein du Cercle sténographique du Nord dont il a été le président en 1899, et dans l'animation du *Bulletin des sténographes*, organe officiel de l'Association sténographique unitaire qu'il a fondée et dirigée à partir de janvier 1903. Celui-ci tient chaque semaine un cours élémentaire de sténographie à La Madeleine, commune conti-

21 *Bulletin de l'enseignement primaire supérieur*, organe de l'association des fonctionnaires des écoles primaires supérieures de France, n° 13, 1909, p. 54.

22 Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Direction de l'enseignement technique, *Programmes-types des cours des écoles pratiques de commerce et d'industrie pour les jeunes filles. Programmes provisoires*, Paris, Imprimerie nationale, 1916, p. 91.

23 Gérard Bodé, « Edmond Labbé, une vie au service de l'enseignement technique », in Renaud d'Enfert, Virginie Fonteneau (dir.), *Espaces de l'enseignement scientifique et technique. Acteurs, savoirs, institutions, XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Hermann, 2011, p. 131-143.

gué de Lille, et un cours supérieur à la mairie de Lille²⁴. Au risque d'éventuels conflits d'intérêts entre les positions officielles des Pratte et l'ouverture d'une école, celle-ci s'inscrit donc dans la continuité de l'offre locale d'enseignement commercial, d'autant qu'en parallèle à la direction générale de l'établissement, André Pratte déploie une grande énergie au sein des associations sténodactylographiques. Il assure en effet les fonctions de président de l'Association sténographique professionnelle créée en 1916 et il sera secrétaire général du congrès de la Fédération nationale des sociétés de sténographie de France qui se tient à Lille en juillet 1936.

Cette continuité n'est pas exempte d'inflexions et de critiques. En mars 1918, par exemple, Jean Pratte est désigné rapporteur pour le conseil de perfectionnement de la future EPCI de jeunes filles, en charge du projet d'enseignement de la sténographie-dactylographie. Il s'appuie sur « une longue pratique » – ce sont ses propres termes – pour dessiner un programme d'enseignement. Si ses propositions, formulées un an avant la création de l'école Pratte, concernent l'EPCI et non un établissement privé spécialisé dans la sténodactylographie, elles n'en méritent pas moins attention, ne serait-ce que parce que les deux écoles recrutent des élèves d'un même âge. La nécessité de la scolarisation repose selon Pratte sur les manquements de la formation « sur le tas » assurée par les seuls professionnels :

« Je me rends compte, en effet, que l'enseignement par le professionnel peut présenter, à côté des avantages d'une compétence dans la spécialité, des inconvénients sérieux causés par les difficultés d'adaptation de ces conceptions aux exigences des programmes et des horaires pour l'enseignement des autres matières »²⁵.

On peut lire dans ce constat une première volonté d'évolution par rapport aux dispositifs existants pour l'enseignement commercial féminin. Une deuxième différenciation concerne le corps professoral : alors que dans les cours dispensés sous l'égide des associations et des municipalités depuis les années 1890, les professeurs sont souvent des instituteurs ou des praticiens, les professeurs de sténodactylographie de la nouvelle école Pratte sont plutôt

24 AD Nord, 76J b35 d25e. Cercle sténographique du Nord, 1899; *Bulletin des sténographes. Organe officiel de l'Association sténographique unitaire*, mensuel, fondé en 1903. Voir Stéphane Lembré, « La sténo, l'association et l'entreprise. Le marché convoité des cours de sténographie et de dactylographie des années 1890 aux années 1930 », in Jean-François Condette (dir.), *L'Éducation, une bonne affaire? Institutions éducatives, marché scolaire et entreprises (XVI^e siècle-XX^e siècle)*, *Revue du Nord*, hors-série coll. Histoire n° 29, 2013, p. 333-347.

25 AM Lille, 4 H 238. Rapport du 4 mars 1918, 12 pages dactylographiées.

jeunes et sans grande expérience pédagogique, à l'image de ses fondateurs ou des deux enseignantes qui rejoignent l'école en 1922 : la première, née en 1903, assure l'enseignement général et la sténodactylographie avec pour bagage le brevet supérieur, et la seconde, née en 1887, enseigne la coupe et la couture après 17 ans de pratique professionnelle ; toutes deux travaillent à plein temps chez Pratte²⁶. À la fin des années 1930, l'école emploie près de 20 professeurs.

De même, le statut privé de l'école Pratte se traduit par un équilibre financier différent de celui des cours déjà soutenus par les municipalités et les associations sténographiques, et plus encore de celui des EPCI dont les frais sont partagés entre les municipalités et l'État. Au milieu des années 1930, la brochure de présentation éditée par l'école rappelle que « l'école tient uniquement ses ressources des rétributions versées par les familles et des subventions d'études accordées par les administrations d'État. Elles s'échelonnent entre 1 200 et 2 000 francs par an, selon les divisions »²⁷. L'école ne bénéficie donc apparemment pas du produit de la taxe d'apprentissage créée en 1925, probablement faute d'un enseignement général suffisant pour répondre aux critères de la direction de l'enseignement technique, mais uniquement de bourses éventuelles décidées par les collectivités locales. Le coût relativement élevé de la scolarité suggère l'importance des débouchés professionnels que les familles prêtent à cette formation²⁸. En entrepreneur averti, Pratte souligne avec soin que « les rétributions scolaires versées par les familles [retournent] dans leur presque totalité aux élèves sous forme d'améliorations au programme, au matériel, aux conditions pédagogiques. Elles ne peuvent constituer un "bénéfice" »²⁹. Il s'agit ici de se défendre de tout but lucratif et de se placer dans une logique de service, empreinte d'une perspective morale.

La rentabilité de l'entreprise est cependant étroitement liée au développement du métier de sténodactylographe dans l'administration et dans le com-

---

26 AD Nord, 154 J 5. Registre d'immatriculation des élèves et des enseignants, 1919-1955.

27 AD Nord, 154 J 33. Brochure de l'école Pratte publiée en 1936. Dans ce document sont rappelés les origines de l'école et ses objectifs en insistant sur son succès croissant attesté par le nombre d'élèves, les méthodes pédagogiques employées et les débouchés des élèves diplômées.

28 Cf. Marianne Thivend, « Le financement de l'enseignement technique post-primaire. Filles et garçons face aux coûts des formations à Lyon durant l'entre-deux-guerres », in Jean-François Condette (dir.), *Le coût des études. Modalités, acteurs et implications sociales XVI^e-XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 207-222.

29 AD Nord, 154 J 33. École Pratte, brochure de présentation, 1936.

merce³⁰. L'organisation de l'établissement autour de la sténographie et de la dactylographie permet d'occuper un créneau de formation bien spécifique et de répondre à des besoins que ne satisfont pas pleinement l'EPCI et l'ESC de jeunes filles ou les autres petites institutions privées. À la fin du XIX^e siècle, le métier de dactylographe « s'invente au féminin »³¹, ce qui coïncide avec la création de cours de dactylographie et explique l'introduction d'un enseignement spécifique au lycée de filles de Lille, ainsi que son intégration à l'EPCI de jeunes filles finalement créée en 1919, conformément aux programmes types alors en vigueur à l'échelle nationale. Bien que les enseignements de sténographie et de dactylographie au sein des EPCI s'adressent aussi bien aux garçons qu'aux filles, les identités professionnelles évoluent rapidement. Là où la qualification et la maîtrise de la technique ont fait du sténographe du XIX^e siècle un employé rare et précieux, la multiplication des jeunes femmes employées en tant que secrétaires commerciales repose sur la standardisation des pratiques et des méthodes, aiguillon du projet pédagogique et entrepreneurial de l'institution Pratte. Ce glissement de genre marque la transformation du métier. Ainsi, en vue de la réédition en 1942 de sa méthode de sténographie conçue 30 ans plus tôt, Jean Pratte estime que « la sténographie n'est nullement un art réservé aux femmes ». L'affirmation est aussitôt complétée et nuancée : « ce qui semble les y prédisposer, c'est que d'une manière générale, elles montrent une réelle bonne volonté aux travaux du bureau... »³².

De ce point de vue, le développement des formations professionnelles commerciales féminines a joué un grand rôle dans l'accès des femmes aux métiers du secrétariat, encore largement méconnu tant la diversité locale l'emporte sur toute politique d'ensemble. L'institution Pratte concrétise l'invention de la dactylo par la mise en place d'une pédagogie dont elle revendique la spécificité.

30 Delphine Gardey, *Le dactylographe et l'expéditionnaire. Histoire des employés de bureau 1890-1930*, Paris, Belin, 2001 ; id., *Écrire, calculer, classer. Comment une révolution de papier a transformé les sociétés contemporaines (1800-1940)*, Paris, La Découverte, 2008.

31 Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Odile Jacob, 2002, p. 213.

32 Jean Pratte, *La sténographie professionnelle*, Lille, Impr. du Journal *Les Annonces légales du Nord*, 1942, p. 83 [7^e éd.].

II – Les intentions pédagogiques de l'école Pratte

L'évolution du genre des métiers du secrétariat et l'invention de la figure de la dactylo se répercutent dans la mise en œuvre de formations adaptées. Les intentions des fondateurs de l'école Pratte reposent d'abord, au niveau de la pédagogie, sur une bonne connaissance des autres enseignements commerciaux. Elles se manifestent autant dans le plan des études adopté à l'école qu'avec la méthode de sténographie conçue par Pratte en 1912.

1 – L'école Pratte et les établissements concurrents

Les choix pédagogiques fondateurs de l'école Pratte ne se comprennent pas indépendamment de l'enseignement dispensé dans d'autres lieux, que ce soit pour s'en inspirer ou, au contraire, pour s'en distinguer. Marie-Louise Crespel enseigne en effet, probablement au moment de la fondation de l'école Pratte – et jusqu'à une date inconnue –, à l'ESC de jeunes filles et à l'EPS de filles de Lille, où les enseignements de sténographie et de dactylographie ont leur place aux côtés des langues vivantes, de la géographie commerciale et d'enseignements plus généraux. Ce lien avec les autres écoles lilloises, privées ou publiques, ne se dément pas, puisqu'André Pratte siège en 1937 au conseil d'administration de l'école pratique d'industrie³³. Connaître l'état de l'enseignement de la sténographie et de la dactylographie permettait déjà, au moment de créer l'école Pratte, d'établir des comparaisons et de procéder à des choix.

Les fondateurs de l'école Pratte « n'inventent » pas le plan d'études mis en œuvre, mais ils modifient les équilibres : la sténographie et la dactylographie, disciplines parmi d'autres dans les établissements précités, deviennent l'axe structurant la formation chez Pratte. Cette école constitue en outre un bon exemple de la complémentarité des supports et des formes pédagogiques, permise par l'absence d'une définition réglementaire comme celle qui s'impose aux EPCI. La création de l'école Pratte constitue en effet le dernier volet de l'entreprise qui en comporte deux autres : la méthode Pratte a été publiée pour la première fois avant la Grande Guerre; l'Association sténographique professionnelle (ASP), contrôlée par les Pratte père et fils, date comme on l'a vu de 1916; l'école, quant à elle, est fondée par André Pratte en mars 1919 dans le contexte de la reconstruction d'une région dévastée par la guerre. Dans

---

33 AM Lille, 1 R 4/65. Cette école pratique de garçons reçoit le nom de l'un des donateurs qui a rendu possible sa création, César Baggio.

l'ensemble, les mêmes intentions président aux destinées de la méthode, de l'école et de l'association : une large place est accordée aux exercices pratiques, à l'entraînement personnel.

Premier volet de ce triptyque logique, la méthode de sténographie est mise au point par Jean Pratte en 1912, à l'occasion de la première édition³⁴. Les améliorations et retouches ultérieures n'en modifient pas l'orientation générale. Celle-ci témoigne de choix assumés et de la capacité de l'auteur à faire la synthèse des méthodes existantes. Les nombreux cours et concours organisés depuis la fin des années 1890 portent en effet l'empreinte des concurrences entre systèmes sténographiques. Les deux principaux sont ceux de l'abbé Duployé et de Prévost-Delaunay, développés et adaptés par leurs partisans respectifs, parfois remaniés ou réconciliés au gré des appropriations locales et des améliorations de circonstance. Selon Duployé, la sténographie doit servir l'instruction primaire, par la division de la langue française en une langue phonétique facile à maîtriser pour les moins instruits. Le système Prévost, perfectionné par Delaunay, reste de son côté cantonné au niveau secondaire et universitaire. Vers 1900, d'après Albert Navarre, la sténographie Prévost-Delaunay compterait 250 cours, dont 152 à Paris, tandis que la sténographie Duployé cumulerait 1 177 cours, dont 1 046 en province. Dans l'enseignement public (lycées, collèges, écoles normales, écoles primaires supérieures et écoles primaires), la méthode Duployé dominerait également, avec une présence dans 468 établissements sur 517, contre 29 pour Prévost-Delaunay³⁵. Au total, dix éditions de la méthode rédigée par Jean Pratte ont été recensées ; la seconde, parue en 1915, est préfacée par l'inspecteur général Edmond Labbé, soucieux de rappeler que l'auteur est un sténographe professionnel et expérimenté, parfait connaisseur des divers systèmes sténographiques plutôt que « novateur intransigeant », et qui souhaitait simplement, à l'origine, réaliser une adaptation des méthodes existantes. Principal responsable de l'enseignement technique dans le nord de la France dans les années d'avant-guerre, Labbé

34 Jean Pratte, *Méthode abrégative de sténographie à l'usage de tous les praticiens du système Duployé, inspirée du système Prévost-Delaunay*, Lille, 1912.

35 Albert Navarre, *Histoire générale de la sténographie et de l'écriture à travers les âges*, Paris, Institut sténographique de France, 1909 ; *Le Journal des sténographes*, années 1908-1909, p. 34-36, cité par Delphine Gardy, *Écrire, calculer, classer...*, op. cit., p. 69-70.

souhaite le succès à la méthode Pratte, estimée depuis sa première édition « beaucoup plus facile à enseigner et à apprendre » que les autres³⁶.

2 – La spécialisation et la professionnalisation

Le cas de l'école Pratte montre que des choix importants sont réalisés parmi les mises en œuvre possibles de l'enseignement technique commercial. En premier lieu, l'enseignement y est résolument regroupé autour des disciplines pratiques jugées nécessaires pour la secrétaire et la femme. Un enseignement général est prévu, dont on ne connaît pas le programme, mais il conserve une place plus limitée que dans les écoles publiques. La formation dispensée comprend également la coupe-couture, l'anglais (puis aussi l'allemand, ajouté à partir de 1935), la comptabilité, le droit, l'enseignement commercial, la mode, l'éducation physique (à partir de 1936), soit près de dix matières.

Parallèlement, bien que les archives conservées donnent très peu d'indications quant à la pédagogie mise en œuvre, si l'on en croit son directeur en 1936, elle inspirerait d'autres établissements féminins comme masculins :

« Nos méthodes d'enseignement ont été adoptées dans les institutions suivantes : EPS de filles de Lille ; EPS de garçons de Lille ; association sténographique professionnelle de Lille ; EPS de garçons de Fournes ; école pratique de Denain ; école professionnelle d'Haubourdin (filles et garçons) ; cours professionnels municipaux variés, etc. »³⁷.

S'il se donne le beau rôle pour convaincre de la qualité de la formation proposée, on constate aussi qu'André Pratte s'appuie sur la profession féminine de dactylographe en plein essor, mais en développant une discipline mixte, puisque ses méthodes sont adoptées aussi bien dans les écoles de garçons que dans celles de filles. On l'observe dans la même période au sein des EPCI. Dans les programmes diffusés en 1916 et 1919 par la direction de l'enseignement technique, les sections commerciales de filles et de garçons sont comparables, non sans quelques différences. Ainsi, dans les programmes provisoires proposés par la direction de l'enseignement technique pour la section commerciale des EPCI de jeunes filles en 1916, la calligraphie, la sténographie et la dactylographie figurent ensemble à l'emploi du temps hebdomadaire pour trois

---

36 Jean Pratte, *Sténographie professionnelle. Nouvelle méthode complète*, Lille, Impr. A. Devos, 1915 [2^e éd].

37 AD Nord, 154 J 33. Brochure de l'école Pratte publiée en 1936.

heures durant chacune des trois années d'études, avec cependant neuf heures par semaine pour les trois derniers mois³⁸.

Dans son rapport en vue de l'organisation de l'EPCI de jeunes filles de Lille, projetée par la municipalité depuis 1917 et créée en 1921, Jean Pratte encourage la sélection des élèves à l'entrée par l'orthographe et la composition française, et surtout la spécialisation de ces élèves, afin d'assurer une formation efficace de sténographes : « l'avenir même de l'EPCI nous paraît intimement lié aux dispositions sévères qui seront prises pour éviter la formation de sténographes insuffisamment préparés »³⁹. Faute de pouvoir spécialiser suffisamment le cursus des élèves au sein des EPCI, le risque est grand de ne pas former de véritables professionnels de la sténodactylographie car, selon lui, « dans cet enseignement l'ambition de l'école ne peut se limiter, comme pour certaines autres matières dont elle va s'occuper, à former des apprentis, des débutants. Dans ce métier, il n'y a pas de "demi-ouvriers" »⁴⁰. À côté de l'enseignement prépondérant de la sténographie et de la dactylographie, Pratte préconise en outre un enseignement « des innombrables détails de la vie commerciale. Il s'agit bien plus d'une étude de psychologie commerciale que de l'enseignement d'une langue spéciale aux affaires [...]. Avant de réclamer de l'élève l'expression correcte de sa pensée, il faut lui fournir les éléments pour la conception de cette pensée »⁴¹. La conception de Jean Pratte, attaché à la formation spécialisée de dactylographes et secrétaires commerciales, ne coïncide guère avec l'orientation plus généraliste définie initialement par le décret du 22 février 1893 sur le fonctionnement des EPCI dans la continuité de l'école primaire, et rappelée dans une note sur les EPCI adressée par la direction de l'enseignement technique à la mairie de Lille en novembre 1918 pour appuyer le projet de création de l'école pratique de filles. Même si les travaux pratiques et les disciplines commerciales ou industrielles sont encouragés dans les programmes, la recherche d'un marché pour mettre en place une formation très spécialisée explique probablement la critique de l'EPCI à laquelle se livre Jean Pratte. Près de vingt ans plus tard, dans la brochure de 1936 déjà évoquée,

38 Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Direction de l'enseignement technique, *Programmes-types des cours des écoles pratiques de commerce et d'industrie pour les jeunes filles*, op. cit., p. 90. On ne dispose malheureusement pas d'indications horaires précises pour l'école Pratte.

39 AM Lille, 4 H 238. Rapport du 4 mars 1918.

40 Ibid.

41 Ibid.

André Pratte vante son « école modèle d'enseignement pratique féminin⁴² » : ce discours promotionnel très commun participe aussi de l'évolution sociale et professionnelle de la figure de la dactylo. Tandis que celle-ci se généralise, les dispositifs de formation professionnelle se multiplient et s'efforcent de se différencier.

Les fonctions de cet enseignement commercial, pourtant clairement professionnalisant, restent néanmoins empreintes de représentations très convenues. L'école Pratte relaie la conception domestique de la formation des filles : la mission de ses promoteurs ne s'arrêterait pas à la porte de l'institution, une fois les examens passés et les diplômes éventuellement obtenus. Elle n'est pas isolée dans cette intention : l'école pratique de jeunes filles de Lille reçoit comme les autres EPCI féminines des missions d'enseignement commercial, industriel et ménager dans les différents volets du plan des études et dans ses deux sections, l'une industrielle, qui « prépare des ouvrières pour les arts et métiers féminins », l'autre commerciale, où l'on forme « des employées de commerce et d'administration comptables, aides-comptables, sténos-dactylographes, secrétaires, dames dactylographes, employées des Postes, des Ponts et chaussées, etc.⁴³ ».

L'engagement associatif est un autre volet de l'entreprise Pratte. L'association créée et contrôlée par les Pratte, l'ASP, propose comme beaucoup de ses homologues des cours de sténographie et de dactylographie : dans ce cas, néanmoins, les cours débouchent sur la création de l'école trois ans plus tard. Dans les années 1920 et 1930, l'association constitue la vitrine de leur entreprise pédagogique, abritant d'ailleurs toujours des cours du jour, des cours du soir et des leçons particulières, bien que ces différentes composantes soient mal connues. L'importance de l'action associative post-scolaire, qui maintient une sociabilité parmi les anciennes élèves et permet de diffuser une culture technique en matière de sténodactylographie, n'est pas nouvelle dans son principe : avec les « petites amicales » de l'enseignement primaire, elle a fait localement la preuve de sa vitalité avant la guerre⁴⁴. Si la démarche est donc certainement peu originale, elle est toutefois porteuse de normes sociales et surtout mise au service de l'entreprise Pratte. Évoquant cette action post-scolaire, André Pratte

42 AD Nord, 154 J 33. Brochure de l'école Pratte publiée en 1936.

43 « L'Éducation moderne des Jeunes Filles. La rentrée de l'École pratique de jeunes filles de Lille, "Valentine Labbé" », *Le Réveil du Nord*, 10 octobre 1929.

44 Édouard Petit, *De l'École à la Cité. Études sur l'éducation populaire*, Paris, Alcan, 1910.

se réjouit de l'influence que conserverait l'école après la scolarité grâce à l'ASP et à l'association « Art-Aiguille », qui regroupe dans une proportion inconnue les anciennes élèves pour promouvoir les tâches ménagères au sein du foyer⁴⁵. Cette influence est nécessairement « morale et pédagogique » car, s'agissant des jeunes femmes, l'activité professionnelle ne s'émancipe pas totalement des représentations domestiques.

En dépit des insuffisances de la documentation, la persistance de lieux communs sur le rôle de la femme dans la société ne résiste pas à l'analyse de la certification et du devenir professionnel des élèves.

III – Une institution et ses élèves : recrutement, certification et devenir professionnel

Depuis l'entrée à l'école jusqu'à l'entrée sur le marché du travail, dans la limite des sources disponibles, que sait-on des élèves de l'école Pratte? Dans un environnement institutionnel marqué par une diversité croissante des formations féminines, à quelles élèves les enseignements dispensés s'adressent-ils? Si la nécessité de recourir aux jeunes filles et aux femmes pour reconstruire l'économie exsangue ne souffre guère de discussions dans le nord de la France des années 1920⁴⁶, l'école Pratte fournit un bon exemple pour envisager la manière dont l'enseignement commercial participe au redéploiement des activités féminines après la Grande Guerre.

1 – Une institution lilloise attractive

Quelque 1 760 élèves ont été inscrites à l'école Pratte de mars 1919 à décembre 1940, d'après le registre à usage interne tenu à jour au fur et à mesure des inscriptions jusqu'en 1958, vraisemblablement par André Pratte lui-même, puis par une secrétaire et surveillante générale recrutée en 1932. Le registre des inscriptions fournit des informations d'une grande richesse dans cette perspective, malgré les précautions que requièrent les statistiques scolaires. En l'occurrence, la scolarité à l'école Pratte peut parfois être effectuée en plusieurs temps, avec un retour quelques années après une première inscription, ce qui fausse légèrement un dénombrement qui, de manière générale et

45 AD Nord, 154 J 33. *École Pratte. Une école modèle d'enseignement pratique féminin*, s.d.

46 AM Lille, 4 H 234. Rapport sur la crise de l'apprentissage et les remèdes à y apporter, présenté par Henri Ghesquière (député de Lille), au nom du Comité d'entente pour l'action économique et sociale.

selon un biais d'analyse bien connu pour les statistiques scolaires, est celui des inscriptions et non pas des présences assidues⁴⁷. L'âge moyen à l'entrée se situe entre 15 et 16 ans selon les années avec des écarts importants entre les élèves. La majorité d'entre elles réside à Lille et dans les communes environnantes.

D'après ce document, l'intérêt des jeunes Lilloises et de leurs parents pour cette formation rapide et pour les emplois auxquels elle permet de prétendre semble attesté. Pour ces élèves inscrites des origines de l'école jusqu'à 1940, le taux de rotation est important. Surtout, l'extrême variété des formules constitue une caractéristique dominante : les cours du jour, du soir et les leçons particulières sont peu différenciées dans le registre à partir de 1928-1929. Globalement, « l'élève », dans ces statistiques, désigne chaque occurrence d'un nom différent : le total des effectifs annuels excède donc légèrement le nombre total d'élèves, si l'on tient compte des scolarités en plusieurs périodes. Dans l'ensemble, l'analyse du registre montre en effet des durées de scolarité très variables d'une élève à l'autre : de quelques mois, voire un seul parfois, jusqu'à trois ans selon la norme recommandée par Jean Pratte. Une élève scolarisée chez Pratte de juin 1921 à février 1922 revient par exemple suivre des cours du soir en mars 1938. Un registre indiquant les élèves inscrites de 1919 à 1939 peut être exploré plus en détail⁴⁸.

---

47 AD Nord, 154 J 5. Sur ce problème, voir Jean-Pierre Briand, Jean-Michel Chapoulie, Henri Peretz, « Les statistiques scolaires comme représentation et comme activité », *Revue française de sociologie*, vol. XX, n° 4, 1979, p. 669-702 ; Jean-Noël Luc, *La statistique de l'enseignement primaire, 19^e-20^e siècles. Politique et mode d'emploi*, Paris, INRP/Economica, 1985.

48 Compte tenu des événements, les inscriptions qui se poursuivent durant l'année 1940 ont paru peu fiables quant à l'assiduité réelle des élèves.

Inscriptions à l'école Pratte de 1919 à 1939. Source : AD Nord, 154 J 5. Registre d'inscription et d'immatriculation des élèves et des enseignants, 1919-1955.

L'examen de la courbe des inscriptions fait clairement apparaître la variabilité du recrutement annuel (figure ci-dessus). Celui-ci oscille entre deux extrêmes : 127 élèves entrantes en 1922, mais 51 seulement en 1929, pour une moyenne de 1919 à 1939 qui s'établit à 80 nouvelles élèves par an. Les maxima de 1922-1923 ne coïncident pas avec la croissance du corps enseignant, illustrant à la fois les besoins de personnel en période de reconstruction et de reprise de l'activité économique, la difficulté pour l'école à suivre le rythme de ces besoins, et la demande des familles elles-mêmes, qui y envoient leurs filles. L'évolution saisonnière du recrutement va par ailleurs dans le sens d'une « normalisation » scolaire, avec un fort contingent inscrit en octobre. Cette normalisation contribue à faire de l'école Pratte un établissement scolaire sujet aux rythmes en vigueur pour l'ensemble du système éducatif, alors que des stratégies qui orienteraient l'institution vers la formation professionnelle, en privilégiant par exemple les cours par correspondance ou la formation des adultes, sont manifestement écartées. De surcroît, l'âge à l'entrée à l'école Pratte est déterminé par la limite de la scolarité obligatoire à treize ans puis quatorze ans en 1936. L'âge moyen à l'entrée s'accroît légèrement dans l'entre-deux-guerres, mais la palette des âges reste large. La normalisation scolaire est limitée par la durée de scolarisation chez Pratte. Si les études sont censées

durer deux à trois ans, la méthode Pratte de sténographie se vantant de permettre un niveau de 120 mots par minute après trois mois d'apprentissage, le temps que passent les élèves chez Pratte est en réalité très variable.

Le rayon géographique de recrutement révèle en outre le rapport privilégié entretenu avec le marché local du travail : 98 % des élèves viennent du département du Nord. Avant 1933, la ville de Lille fournit à elle seule plus de 50 % des inscrites chaque année. De 1933 à 1938, ce pourcentage demeure toujours supérieur au tiers et confirme l'ancrage local : l'institution naissante, dans une région dévastée, ne peut prétendre à un rayonnement hors de son arrondissement en 1919. Elle vise essentiellement les besoins locaux de l'administration et du commerce. Alors que les cours de sténographie et de dactylographie se diffusent à partir des années 1890 et encore dans les années 1920-1930 dans les principales villes du département, l'école Pratte n'a pas les moyens, ni l'ambition, de se développer au-delà de l'agglomération lilloise dans les années qui suivent, attitude qui se conforme à la préférence des familles pour une scolarisation de leurs filles à proximité. La capitale régionale lilloise offre sans conteste des débouchés professionnels en plus grand nombre que le reste du département.

2 – L'organisation de la certification et les débouchés professionnels

Avec l'inscription de leurs filles à l'école Pratte, les familles recherchent avant tout pour ces dernières une formation directement utilisable sur le marché local du travail. La prise en compte des débouchés professionnels est assurément une clé du développement de l'enseignement technique en général : l'adaptation locale est, on le sait, un critère décisif dans l'institutionnalisation des formations professionnelles, au point de rendre difficile la certification nationale des compétences, concurrencée par des diplômes « maisons » et des certifications locales dont la reconnaissance par les employeurs est variable⁴⁹.

Dans l'ensemble, l'élaboration d'un système de certification pour l'enseignement technique constitue, en France, une entreprise difficile et de longue durée. La loi Astier de 1919 transforme le certificat de capacité professionnelle (créé en 1911) en certificat d'aptitude professionnelle (CAP), mais celui-ci doit s'imposer face à un ensemble de diplômes concurrents, parfois spécifiques à

---

49 Annie Vinokur, « Réflexions sur l'économie du diplôme », *Formation Emploi*, n° 52, octobre-décembre 1995, p. 151-181 ; Muriel Surdez, *Diplômes et nation. La constitution d'un espace suisse des professions avocate et artisanales (1880-1930)*, Berne, Peter Lang, 2005.

une entreprise ou à un établissement⁵⁰. Pour la section commerciale de l'école pratique de filles de Lille, par exemple, la sanction des études est le brevet d'enseignement commercial, délivré après trois années d'études aux élèves qui réussissent les examens de fin d'études pratiques : selon le quotidien régional *Le Réveil du Nord*, « ces diplômes sont très appréciés par les commerçants et les industriels, qui emploient les anciennes élèves des écoles pratiques. Ils témoignent de connaissances générales et professionnelles très sérieuses »⁵¹. Les dirigeants de l'école Pratte sont pleinement conscients que, dans l'organisation des études d'un établissement qui prétend assurer la formation professionnelle initiale, la place de la certification est centrale. Son efficacité détermine la capacité de l'établissement à se trouver au plus près des besoins des entreprises en personnels qualifiés, et donc à promettre plus ou moins explicitement aux familles que la certification acquise trouvera une utilité professionnelle immédiate. Au début des années 1930, chaque année, l'école organise en juillet un examen pratique, portant sur dix disciplines : sténodactylographie (courrier et rapport), comptabilité, correspondance commerciale, commerce et documents commerciaux, calcul commercial, calligraphie commerciale, mécanographie, téléphonie, géographie commerciale. Suivant leurs résultats, les jeunes filles obtiennent un diplôme d'enseignement commercial de l'un des trois degrés (élémentaire, pratique et supérieur) donnant respectivement le titre de dactylographes auxiliaires, sténodactylographes, secrétaires commerciales (voir le tableau ci-dessous). Ces diplômes « maison » continuent à être délivrés en parallèle à la présentation au CAP de sténodactylographe, difficile à obtenir, qui ne s'impose que très progressivement dans la région mais donne de bons résultats pour l'école Pratte.

50 Guy Brucy, *Histoire des diplômes de l'enseignement technique et professionnel, 1880-1965 : l'État, l'école, les entreprises et la certification des compétences*, Paris, Belin, 1998.

51 « L'Éducation moderne des Jeunes Filles... », art. cit.

Promotions	1931		1932		1933		1939	
Sections ⁵²	N	R	N	R	N	R	N	R
Premier degré (dactylographe auxiliaire)	10	0	5	4	7	0	7	0
Deuxième degré (sténodactylographe)	4	0	15	5	16	0	39	3
Troisième degré (secrétaire commerciale)	7	0	10	0	8	0	6	0
Total	21	0	30	9	31	0	52	3

* N : Normale / R : Restreinte

Résultats aux examens de l'école Pratte, 1931, 1932, 1933 et 1939. Source : AD Nord, 154 J 8.

Les examens de juillet 1939 font encore état d'un nombre important de sections spéciales (en comptabilité, en anglais), de mentions (en droit, anglais, sténotypie) et d'un diplôme spécifique (sténotypie), ainsi que d'un prix spécial décerné aux quatre meilleures sténodactylographes. L'ASP présidée par André Pratte est la garante du diplôme et cette persistance du diplôme maison fait curieusement ressortir la critique par Jean Pratte quant à l'insignifiance de certains diplômes trop facilement délivrés. Avec ce seul diplôme, la portée certificatrice du système, qui supposerait l'existence d'un diplôme reconnu nationalement ou, à tout le moins, indépendamment de l'ensemble contrôlé par André Pratte, serait sacrifiée au profit de la fermeture du système sur lui-même. Malgré la tendance à l'éclatement de ce diplôme, la présentation des élèves au CAP de sténodactylographe introduit donc une certification nationale extérieure à l'école et à l'association⁵³. La question reste toutefois ouverte de la reconnaissance respective de ces diplômes maison et du CAP par les employeurs : les bons résultats obtenus au CAP dans les années 1930 suggèrent un diplôme qui s'impose progressivement. En juillet 1934, 11 élèves obtiennent leur CAP (6 CAP de sténodactylographe, 2 de sténo, 3 de dactylo) ; en juin 1938, elles sont 30 (9 CAP de sténodactylographe, 17 de sténo, 3 de

52 Les sections « normale » et « restreinte » paraissent désigner dans les statistiques établies par Pratte une formation annuelle, pour la première, et une formation plus courte avant la présentation du diplôme, dans le second cas.

53 Guy Brucy, Fabienne Maillard, Gilles Moreau (dir.), *Le CAP. Un diplôme du peuple, 1911-2011*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

dactylo, et un de traduction anglaise)⁵⁴. Témoins de la capacité d'adaptation de la formation aux exigences de la certification, ces résultats sont essentiels pour expliquer la pérennité de l'établissement.

L'entrée des élèves sur le marché du travail est une priorité pour l'école Pratte comme pour toutes les écoles professionnelles. Dans une brochure détaillée, publiée par l'école probablement en 1936, l'attention portée aux débouchés et les gages de sérieux sont prépondérants. Avec la prudence nécessaire pour utiliser un document à finalité commerciale, cette politique de placement, commune chez les promoteurs de formation, s'appuie sur quatre engagements :

« Aucune promesse écrite ou verbale n'est faite aux familles ("placement assuré", "placement gratuit", "emploi garanti", etc.). Celles-ci sont loyalement mises en garde contre la surenchère de certains établissements et contre l'inanité des promesses. [...] Aucun placement n'est effectué au moyen d'annonces de journaux ni par sollicitations de l'École [...]; seules sont prises en considération les offres émanant directement des patrons (visite, lettre, appel téléphonique) à qui, dans cette position, nous pouvons suggérer efficacement des conditions loyales de rétribution et de milieu [...]. Nos élèves sont placées strictement dans l'ordre de leur classement à l'examen commun de fin d'année »⁵⁵.

L'école revendique alors 130 offres de placement chaque année, et le placement de 90 % des élèves. Des chiffres sont fournis à l'appui, ainsi qu'un diagramme du placement de 1925 à 1934, qui représente les offres d'emplois, les inscriptions brutes au registre matricule et les demandes effectives d'emplois. La rigueur mathématique est censée appuyer la promotion de la formation proposée.

Selon le registre, parmi les 326 élèves entrées chez Pratte de 1919 à 1922, plus de vingt deviennent sténodactylographes dans les services administratifs de la reconstitution. D'autres sont employées à la préfecture ou au tribunal des dommages de guerre : née dans la sortie de la guerre, l'école Pratte accompagne donc le relèvement de l'économie régionale. Les banques lilloises recrutent aussi plusieurs anciennes élèves au début des années 1920, tout comme un ensemble diversifié d'entreprises commerciales ou industrielles. L'optique est résolument professionnelle dans une région en pleine « reconstitution », selon

54 AD Nord, 154 J 9. Pour une comparaison avec le département du Rhône, voir Jean Castets, « Genre et mixité des certifications professionnelles, d'une guerre à l'autre », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, n° 18, 2003, p. 143-153.

55 AD Nord, 154 J 33. Brochure de l'École Pratte, 1936.

le terme alors employé. Dans le Nord de la France, en effet, il est indispensable de recourir aux jeunes filles et aux femmes pour reconstruire l'économie exsangue. Lorsque le devenir professionnel est précisé, ce qui est beaucoup plus fréquent dans le registre d'inscription pour les premières promotions que pour les suivantes (la notation n'y est quasiment plus effectuée après 1922), on note aussi quelques départs de la région : une des premières élèves, après deux emplois dans le commerce à Lille, part à Oran, sans que l'on sache si elle y exerce sa profession ; une autre, élève chez Pratte de mars à juillet 1919, devient sténodactylographe en Angleterre. Ces deux cas sont cependant de l'ordre de l'exception.

En 1937, quand la chambre de commerce de Lille renonce à financer l'ESC de garçons de Lille et procède à sa fermeture, l'un des acquéreurs potentiels des locaux n'est autre qu'André Pratte. Entre fausse modestie et véritable prudence, le directeur de l'institution estime son établissement « florissant sans doute », mais trop peu pour procéder à cette acquisition : Pratte renonce donc à cette dépense « de l'ordre annuel d'une petite centaine de mille francs » qui impliquerait de « changer ses principes et en faire une entreprise commerciale qui risquerait de ne plus satisfaire aux besoins vrais du commerce et de l'industrie dans le domaine du secrétariat commercial »⁵⁶. L'absence de livres de comptes ne permet pas de vérifier cette affirmation mais la réflexion sur cette acquisition éventuelle et la pérennité de l'entreprise Pratte, dont l'établissement compte cette année-là une vingtaine de professeurs et 101 nouvelles inscriptions, suggèrent la rentabilité d'une entreprise d'envergure locale. Qu'une école d'enseignement commercial spécialisée, non bénéficiaire du produit de la taxe d'apprentissage, puisse envisager de reprendre les locaux de l'ESC, créée en 1892 et soutenue par la chambre de commerce, témoigne de la fragilité des besoins de formation et du sort contrasté des institutions d'enseignement commercial en France.

Cette institution conçue à la fin de l'occupation allemande, période durant laquelle la population féminine est surreprésentée à Lille, et fondée dans la perspective du défi d'une reconstruction qui nécessite toutes les forces disponibles, constitue une aventure pédagogique et entrepreneuriale stable et

---

⁵⁶ AD Nord, 76 J b164 d22. Lettre d'André Pratte au secrétaire général de la chambre de commerce de Lille, 16 juillet 1938.

pérenne, alors que l'ESC de jeunes filles créée pendant la guerre ferme ses portes au cours des années 1920. L'étude de son développement après 1940, permise par les archives notamment sous l'angle des examens, du renforcement de la place des langues vivantes étrangères, ou des inscriptions au brevet d'études professionnelles (BEP) et au baccalauréat professionnel dans les années 1980, prolongerait l'analyse, puisque l'entreprise survit à la longue carrière d'André Pratte, son directeur pendant soixante ans.

L'école Pratte fournit plus largement un exemple précieux parmi d'autres écoles privées commerciales qui ont su se placer sur un marché en pleine expansion, mais qui restent très mal connues. Des comparaisons sont souhaitables, par exemple avec la croissance de l'école Pigier, constituée en société anonyme en 1904, dont les succursales accompagnent les débouchés en matière de formation commerciale féminine. Cette capacité d'adaptation aux besoins locaux et à la tertiarisation explique le succès de certaines de ces écoles privées féminines, parfois plus pérennes que les écoles publiques dont les formations sont davantage généralistes. Malgré leur stabilité financière parfois hasardeuse et la qualité certainement inégale des formations proposées, ces écoles privées fonctionnent dans leur ensemble comme des instruments de délimitation des possibles professionnels féminins.

Stéphane LEMBRÉ

ESPE Lille Nord de France

Centre de recherche et d'études Histoire et Sociétés

slembre@gmail.com